

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

FEVRIER 1969

GESTION OUVRIERE ET GREVE ACTIVE

1 - LA GREVE DE MAI-JUIN

Il est un fait sur lequel tout le monde est aujourd'hui d'accord, c'est qu'en mai, les travailleurs se lancent dans la grève spontanément, c'est-à-dire sans l'ordre des directions syndicales. L'action violente des étudiants, le recul du pouvoir, l'occupation des facultés font monter d'un coup la combativité ouvrière qui se manifestait un peu partout depuis quelques années, parfois elle aussi avec violence comme au Mans ou à Redon. Dans un climat favorable, les actions résolues des travailleurs nantais de Sud-Aviation, des N. M. P. P. à Paris, de RENAULT à Cléon ou à Flins - actions presque simultanées - emportent l'adhésion de millions de travailleurs fatigués des grèves partielles et inefficaces des syndicats.

En quelques jours, ce que les bureaucrates déclaraient impossible depuis des décades est réalisé sans leur accord et contre leur volonté.

Des millions de travailleurs de tous les secteurs se mettent en grève illimitée avec occupation des lieux de travail. Les premières revendications, celles de SUD-AVIATION, sont beaucoup plus dures que le catalogue habituel des syndicats : salaire minimum de 1.000 F, semaine de 40 heures, diminution des cadences. Mais, au-delà de ces revendications matérielles existe aussi une profonde volonté de changement qui se traduit dans les slogans, sur les affiches qui fleurissent aux portes des usines :

"On en a assez "

"Dix ans, ça suffit "

"L'usine aux travailleurs"

...

2 - SES LIMITES

Dans certaines usines (RHONE-POULENC, C.S.F., THOMSON-HOUSTON) la combativité de la base est telle que va se créer l'organisation des travailleurs qui, sous des noms différents : soviets, conseils ouvriers, comités d'usine, apparaît dans toutes les grandes luttes de masse : ce sont les comités de base où les travailleurs décident eux-mêmes, sans exclusive, syndiqués et non syndiqués, de la façon dont ils veulent organiser leur grève. Le résultat immédiat est que l'occupation des lieux de travail est importante dans ces usines où chacun peut parler, proposer, activer et décider dans son comité de base.

Mais, en général, la grève ne se déroule pas de cette manière. Ce sont les organisations syndicales qui, dans chaque entreprise, prennent en mains le sort des grévistes. Elles organisent le comité de grève, installent les piquets, assurent l'occupation des lieux de travail. C'est tout naturellement que se fait cette récupération.

Le Comité de Grève est le plus souvent le simple regroupement des délégués des différentes boutiques syndicales. Comme à l'habitude, les bonzes se chargent de tout, ils organisent et manipulent les assemblées ou les ignorent. Lorsque le Comité de Grève est élu, les délégués sont naturellement candidats et le Comité est parfaitement représentatif des syndicats, même si, parfois, il accepte de s'adjoindre quelques non syndiqués pour satisfaire la base.

Le résultat immédiat, significatif, est le déçoiement de la masse des travailleurs pour l'occupation des usines. Il apparaît que, dès cet instant, les travailleurs qui ne s'opposent pas à l'emprise bureaucratique des syndicats sur leur grève, en tirent aussi la conclusion que c'est aux syndicats et à leurs troupes d'occuper l'usine. En effet, cette occupation sera en général assurée par les syndiqués disciplinés, cégétistes surtout, entourés d'un nombre non négligeable de non syndiqués. Les éléments jeunes, syndiqués ou non, vont avoir - tout au long de la grève - un rôle dynamique.

Ils participent aux manifestations des étudiants, essaient d'avoir des contacts avec ces derniers, mais se heurtent, très tôt, au carcan du Comité de Grève, qui obéit aux seuls ordres des centrales syndicales et veille jalousement à ce que rien n'échappe au canal officiel des syndicats. Chaque usine se ferme sur elle-même, les contacts se faisant par le sommet. C'est donc tout naturellement que les directions syndicales se déclarent interlocuteurs valables pour une grève qu'elles n'ont pas voulu et qu'elles signent les accords de Grenelle avec l'Etat et les patrons, puisqu'il faut bien qu'une grève se termine.

3 - LES CONSEQUENCES

Malgré leur exceptionnelle combativité, suffisante pour lancer une grève sans précédent dans le monde, pour refuser même les accords de Grenelle, les travailleurs n'eurent pas conscience de la nécessité de prendre en mains propres la gestion de leur grève. En même temps qu'ils acceptent la tutelle syndicale, les travailleurs dans leur majorité rentrent chez eux. Pourtant, seule la participation massive de travailleurs à la gestion de la grève peut permettre à celle-ci d'être autre chose qu'un combat aux résultats toujours remis en question.

Il est clair que si la grève doit déboucher sur autre chose qu'une augmentation de salaire que les capitalistes, avec ou sans échelle mobile, auront vite fait de réduire à zéro, les travailleurs dans leur ensemble, ou au moins une large fraction de la classe ouvrière, doivent prendre eux-mêmes l'organisation de leur grève.

C'est aux assemblées de base qui regroupent tous les travailleurs concernés de décider des objectifs à atteindre, d'assurer les liaisons d'usine à usine, de créer un réseau de coordination des luttes formé de délégués mandetés, qui n'ont pas de délégation de pouvoir - la base ayant seule le pouvoir de décision.

En l'absence d'une telle organisation de la grève par les travailleurs eux-mêmes, ce sont les bureaucrates qui s'en chargent et leur rôle est bien tracé dans la société capitaliste : faire accepter aux travailleurs la reprise du travail en échange d'avantages dérisoires et provisoires, eux-mêmes obtenant pour prix du service rendu une participation plus large au système capitaliste.

Cette fois, c'est la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, avec local, secrétaire et heures payées par le patron, ainsi que quelques sièges réservés aux grands bonzes dans les organismes internationaux.

4 - LA GESTION OUVRIERE DE LA GREVE

Dans les usines où celle-ci a existé, la première conséquence est l'occupation réelle des lieux de travail par une fraction importante des travailleurs : l'exemple de RHONE-POULENC à Vitry, où plus de la moitié des travailleurs (1.500 à 2.000 sur 3.500) occupe l'usine, alors que les piquets de RENAULT, à Billancourt (35.000 ouvriers), contrôlés par la C.G.T., n'atteignent pas le millier, est significatif.

...

C'est dans la mesure où il dirige sa grève que le travailleur se sent concerné et qu'il accepte alors la nécessité de l'occupation. Il faut être là pour décider soi-même.

La deuxième conséquence est évidente : c'est uniquement dans des usines occupées massivement et gérées par la base que les travailleurs peuvent discuter et décider des objectifs qu'ils veulent donner à leur lutte ainsi que des moyens pour y parvenir.

En MAI, ces discussions ont lieu partout où les travailleurs peuvent prendre librement la parole dans les Comités de quartier, Comités d'action ouvriers-étudiants, dans les facultés. Chez RHONE-POULENC lors des réunions avec des étudiants, les travailleurs posent très vite le problème du dépassement de la grève : d'abord, ils savent bien que - soit progressivement, soit d'une manière brutale par la dévaluation - les capitalistes récupéreront les augmentations arrachées ; d'autre part, dans une grève illimitée et généralisée, les nécessités du ravitaillement, des transports (l'essence et l'électricité en particulier), les besoins d'argent, se posent rapidement aux travailleurs et à leurs familles.

L'Etat, les capitalistes et les bureaucrates comptent beaucoup sur cette usure de la grève, sur la lassitude des travailleurs, sur le mécontentement des classes moyennes, plutôt favorables à la grève à ses débuts, mais dont l'hostilité croît avec les privations et la peur. Tout naturellement, les travailleurs envisagent alors la remise en route de la production et posent l'alternative du pouvoir des travailleurs dans l'usine, dans le pays et dans le monde, sans ignorer les formidables problèmes qu'il va falloir résoudre.

Ce genre de discussions n'a pas eu lieu seulement dans quelques usines privilégiées, mais beaucoup de travailleurs l'ont abordé, en public ou en discussions privées. L'absence d'une organisation ouvrière de la grève qui, seule, donne le cadre où ces questions fondamentales peuvent trouver leurs solutions, explique que ces discussions soient restées sans réponse.

5 - GREVE ACTIVE ET LUTTE ARMEE

Il n'est pas inutile d'essayer de comprendre quels peuvent être alors les objectifs des travailleurs, ainsi que les formes possibles de leur lutte.

Il n'est pas question, bien entendu, de fixer à l'avance un quelconque plan de la future grève révolutionnaire. ; nous disons simplement qu'à partir de conditions de lutte réalisées : gestion ouvrière de la grève générale et occupation massive des lieux de travail, les travailleurs peuvent alors donner à leur lutte un contenu révolutionnaire ; non plus rester dans le cadre capitaliste en attendant que les patrons veuillent bien lâcher quelques miettes, mais remettre la production en route sans eux, assurer le ravitaillement et les transports, prendre donc en mains leur propre sort.

...

Cette proposition de l'Assemblée de base d'une usine (ou de plusieurs) à tous les travailleurs en grève ne s'arrête pas comme en MAI au stade de la discussion, ou même d'une réalisation isolée telle la C.S.F. à BREST. Les liaisons directes d'usine à usine, l'existence d'un organe de coordination au niveau régional et national (quel que soit son nom : Conseil ouvrier central, Conseil des Comités de base, Comité central de grève, etc.) en permettent la diffusion rapide et la discussion immédiate à la base.

De même que les travailleurs nantais de SUD-AVIATION n'étaient pas surs, en occupant leur usine et en se déclarant en grève illimitée d'être suivis par dix millions de travailleurs, de même la remise en route de sa production par une usine seule, peut ne pas correspondre au niveau de lutte que les travailleurs dans leur ensemble, à un moment donné, veulent atteindre. Mais un tel exemple, discuté et propagé par l'intermédiaire de l'organisation ouvrière de la grève peut entraîner, comme en MAI, les travailleurs dans leur ensemble vers une lutte qui vise à renverser les rapports de production capitaliste. La réalité du pouvoir des travailleurs dans l'usine et dans la production commence alors à se réaliser et tous les problèmes sont posés : approvisionnement en matières premières, échange des produits fabriqués, rythme et rémunération du travail - et aussi armement des travailleurs.

Les capitalistes ne se laisseront pas déposséder de leur pouvoir sans violence et ils vont utiliser tous les instruments pour abattre cette menace redoutable : le pouvoir des travailleurs. On peut d'ailleurs se demander s'ils ne tenteront pas l'affrontement armé dès qu'une organisation ouvrière de la grève apparaîtra à la base sur le plan national (ou seulement régional), avant même toute remise en marche de la production par les travailleurs. Un peu plus tôt, un peu plus tard, de toute manière, la lutte armée avec l'appareil d'Etat - instrument de répression policier et militaire des capitalistes - est inévitable. Les travailleurs confrontés avec cette brutale éventualité, vont devoir en tirer les conséquences :

- ou s'incliner, accepter les propositions patronales et reprendre le travail sous la direction capitaliste,
- ou bien s'armer, défendre leurs lieux de travail et abattre l'Etat bourgeois.

Il est non moins évident que profitant des difficultés des capitalistes, les bureaucraties "ouvrières" vont se déchaîner et essayer de diviser les travailleurs en les entraînant sur des positions de capitulation pure et simple, ou bien essayer de capter à leur profit, si l'état bourgeois paraît impuissant, le mouvement des masses pour instaurer un capitalisme bureaucratique avec dirigeants "ouvriers".

A ce stade de la lutte, comme au début, c'est le niveau de conscience des travailleurs qui détermine la progression des événements et il est alors bien difficile de prévoir le déroulement des stades suivants, compte tenu du rapport des forces en présence dans le contexte international.

L'intervention des Etats capitalistes voisins, volant au secours de l'un des leurs en péril devient en effet une nécessité pour leur propre survie. La riposte des travailleurs ne peut être alors que l'extension de la lutte auto-gérée aux pays capitalistes interventionnistes et, progressivement, sa généralisation à tous les pays capitalistes, à l'ouest comme à l'est.

L'arrêt du processus révolutionnaire dans le cours de son développement, comme cela fut le cas en MAI, n'est qu'une étape et celle-ci n'est peut être pas la dernière, dans l'évolution de la lutte des classes qui continue tous les jours sur les lieux de travail.

Chaque explosion dans la lutte des classes, même si les travailleurs dans un pays déterminé sont provisoirement battus, profite à l'ensemble de la classe et, lors d'une nouvelle lutte, augmente les possibilités de renverser définitivement les rapports de production capitalistes pour établir le pouvoir des travailleurs.

0 0 0

" WIVE LE GUEPEOU " (1)

Les camarades qui ont essayé, le 13 février, de manifester à la Gare de l'Est contre le départ d'étudiants victimes de la répression ont eu l'occasion de voir, aux côtés des flics "officiels", un certain nombre de bonzes C.G.T. qui collaboraient activement à la chasse aux contestataires. Des propos qu'échangeaient certains de ces Messieurs, il ressortait qu'ils étaient tout aussi étrangers à la Gare de l'Est (sinon à la corporation des cheminots) que les manifestants eux-mêmes. Sans doute craignait-on en haut lieu que l'appel du Syndicat des cheminots C.G.T. de Paris-Est exhortant les cheminots à la "vigilance" ne rencontre guère d'écho à la base, où l'on sait faire la différence entre la casquette du lampiste et le képi de PANDORE. Mais pour les permanents et autres bureaucrates, être flic a toujours été une seconde nature.

Ceux qui gémissent sur le "révisionnisme" peuvent être rassurés : si les staliniens ont cessé depuis longtemps d'être des bolchevicks, ils n'en sont pas moins restés d'excellents tchékistes.

Tchéka (sous LENINE : GUEPEOU ou N. K. D. V. (sous STALINE) = flics
(dans toutes les sociétés de classe

(1) Titre d'un poème célèbre du "camarade" ARAGON

QUELQUES REACTIONS DE LA BASE A LA "JOURNEE D'ACTION"

du 12 FEVRIER

La reprise par la C. G. T. du vieux rituel de la grève-éidon, dans le meilleur style d'avant mai, a entraîné de la part des Comités d'Action d'entreprise des ripostes variées dont nous vous donnons ci-dessous quelques échantillons :

- Plusieurs Comités d'Action participant aux réunions inter-entreprises ont reproduit le tract de l'Union Syndicale C. G. T. de la Région Parisienne, appelant les travailleurs à "l'action" (? !) avec la mention "Retour à l'envoyeur", explicitée au verso (cf Texte n° 1).
- Le Comité d'Action R. A. T. P. (Ligne de Sceaux) a en outre diffusé un texte qui lui était propre (cf Texte n° 2).
- Chez RATEAU (La Courneuve) une camarade a profité du débrayage pour opposer à la bureaucratie syndicale la revendication de la démocratie ouvrière. Le texte de son intervention a ensuite été largement diffusé dans l'usine par le Comité d'Action RATEAU (cf Texte n° 3).

Le point essentiel que ces différents textes mettent en relief, c'est la nécessité absolue pour les travailleurs de décider eux-mêmes de la conduite à tenir, s'ils veulent avoir la moindre chance d'influencer leurs conditions de vie et de travail. Par delà les frontières et la différence des situations locales, c'est aussi la préoccupation qui anime les meilleurs éléments du mouvement des "shop stewards" en Grande-Bretagne, ou les "Comités de base" qui commencent à se développer dans l'industrie italienne (cf "LUTTE DE CLASSE", janvier 1969 : "La lutte à la LANCIA de TURIN").

Face à toutes les tentatives qui visent seulement à remplacer une direction par une autre, supposée "meilleure" ou "plus révolutionnaire" les véritables révolutionnaires affirment en toute occasion que la seule direction acceptable est celle de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même.

...

TEXTE N° 1

RETOUR A L' ENVOYEUR

Parce que en mai :

- le mouvement est parti de la base
- de nouvelles formes de lutte sont apparues :
 - . des liaisons inter-entreprises ont été établies,
 - . des Comités d'Action travailleurs-étudiants ont été créés ;
- par la dynamique de la lutte, la grève générale a quitté le terrain revendicatif, pour refuser l'ensemble du système.

**MAI 1968 . : RUPTURE RADICALE AVEC LES FORMES DE LUTTE
TRADITIONNELLES**

12 février 1969 : JOURNEE NATIONALE ANTI-MAI.

- le Bureau confédéral de la C. G. T. l'a décidée.
- le Bureau confédéral de la C. G. T. en tire déjà la conclusion : "les travailleurs l'ont accueillie avec satisfaction".
- le Bureau confédéral de la C. G. T. a décidé que l'objectif de cette journée serait de "préserver les conquêtes de Mai", et l'une des armes proposées est l'échelle mobile, alors qu'en Mai-Juin, selon les bonzes syndicaux, 9 millions de travailleurs en grève n'étaient pas assez forts pour l'obtenir ! De qui se fout-on ?
- Cette journée sans action divise et démoralise les travailleurs.

Les travailleurs ont assez de l'accumulation de un quart d'heure, une demi-heure, ou journées qui n'ont qu'un seul but :

empêcher un nouveau Mai

Le calcul du Bureau Confédéral est de prouver au patronat que :

les travailleurs sont redevenus "raisonnables"

**LES MILITANTS DES COMITES D'ACTION N'ONT PAS RAYE MAI 1968 DU
CALENDRIER :**

Ils continuent le combat à la base

LES TRAVAILLEURS DECIDERONT EUX-MEMES :

DU CONTENU, DES FORMES ET DU TERRAIN DE LA LUTTE.

Comité d'action R. A. T. P. (Ligne de Sceaux) - Comité d'action des Grands Magasins - Comité d'action révolutionnaire - Comité d'action P. T. T. XIV° - Comité d'action de l'Imprimerie.

TEXTE N° 2

LES PLUS COURTES SONT LES MEILLEURES

JUIN 1968 : 9.000.000 de travailleurs sont en grève.

Grâce à des manoeuvres écoeurantes, C G T et C F D T obligent les grévistes à reprendre le travail CONTRE LA VOLONTE DE LA MAJORITE, pour de sordides calculs électoraux.

Cette saloperie était aussi une connerie : lors de ces élections-trahisons le patron de la C G T, le P. C., perdait d'innombrables sièges, le patron de la C F D T, le P S U, disparaissait de la Chambre !

Grands vainqueurs de l'opération : de GAULLE, l'U D R et compagnie, merci Messieurs les syndicalistes, on ne vous oubliera pas : quelques mois plus tard la majorité reconnaissante vote A L'UNANIMITE la loi sur la section syndicale d'entreprise, c'est vraiment du donnant-donnant !

Et ces salauds qui nous ont fait reprendre en chantant victoire, voilà qu'ils remettent ça !!! Ils nous prennent vraiment pour des cons !

Ils "fixent" au 12 février la journée nationale "d'actions" et pour obtenir QUOI ?

- . l'augmentation des salaires pensions et retraites
- . le retour aux quarante heures
- . la garantie de l'emploi
- . l'échelle mobile des salaires
- . le respect des libertés syndicales
- . (à la R A T P) les deux jours de repos consécutifs

ON CROIT REVER !

C'EST MOT POUR MOT LES REVENDICATIONS DE MAI ET JUIN

GRACE A CES SALAUDS ON A FAIT LA PLUS GRANDE GREVE DE L'HISTOIRE DE FRANCE POUR RIEN

Ils le disent eux-mêmes

CAMARADES !

Pendant que SEGUY se ballade au Moyen-Orient - pourquoi pas en TCHEQUOSLOVAQUIE ? -

il est temps que nous nous occupions de nos propres affaires.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES. "L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier CAPITALISTE aura été pendu avec les tripes du dernier BUREAUCRATE !" A BAS l'Etat policier, matraqueur et assassin d'ouvriers et d'étudiants !

AGISSONS ! C'est NOUS, travailleurs, qui DECIDERONS, nous n'avons d'ordre à recevoir de personne : SURTOUT PAS de ceux qui prétendent nous "représenter"

Paris le 8 février 1969

Le C. A. R A T P (Ligne de Sceaux)

TEXTE N° 3

... UNE PRISE DE PAROLE A L'ATELIER EST, PENDANT LE DEBRAYAGE DE DEUX HEURES A L'OCCASION DE LA "JOURNEE D'ACTION" du 12

" C'est l'époque de l'homme ordinaire, dont la vie privée n'ose pas dépasser un minimum de vertu modérée et de défauts timorés et qui ne connaît pour toute quête spirituelle que le confort et la sécurité".

(Han Suyin)

"Me sera-t-il permis de contester publiquement les formes dans lesquelles cette "journée d'action" a été décrétée, sur le plan confédéral ?

Aurai-je la parole assez longtemps pour avoir le strict temps nécessaire de dire que nous sommes beaucoup, ici et ailleurs, qui considérons qu'il n'appartient pas au Comité Exécutif d'une centrale syndicale, aussi puissante soit-elle, de placer les travailleurs devant le fait accompli !

Je pense que les centrales syndicales en général devraient, s'il en est encore temps, reviser leurs méthodes bureaucratiques pour arriver à la pratique courante de ce que leurs écrits et leurs tracts appellent "démocratie" (par exemple, à la veille d'une décision importante à prendre, consultation massive des travailleurs sous forme d'assemblées générales, sans aucune ségrégation syndicale ou politique*.

Nous sommes beaucoup, je le redis encore, qui pensons que la grève est l'arme de tous les travailleurs (syndiqués ou non syndiqués) et il serait souhaitable et nécessaire qu'ils en aient conscience et qu'ils ne remettent pas uniquement leur sort entre les mains des syndicats et partis politiques traditionnels.

En un mot comme en cent, il faut que les travailleurs s'occupent eux-mêmes des affaires des travailleurs, soit par le canal de groupements vraiment démocratiques et sincères, soit en travaillant au sein même de ces syndicats et partis politiques traditionnels à l'élaboration d'une action qui leur serait propre et dont ils assumeraient la pleine et entière responsabilité.

Soyons bien plus que des minorités agissantes,

Soyons des majorités agissantes dans le plein sens du mot.

(Fin de citation)

Comité d'Action RATEAU